



Dans un contexte de fortes tensions, l'ONU vote de lourdes sanctions contre la Corée du Nord

Par [Peter Symonds](#)

Mondialisation.ca, 09 août 2017

[wsws.org](#) 7 août 2017

Région : [Asie](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Nations Unies](#)

Samedi, sous la forte pression exercée par le gouvernement Trump, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité une résolution imposant de nouvelles sanctions punitives à la Corée du Nord en réponse, le mois dernier, à deux essais de missiles de longue portée. Les sanctions, qui frapperont durement la Corée du Nord, aggraveront sur la péninsule coréenne le face à face tendu qui risque de dégénérer en guerre.

Contrairement aux précédentes résolutions de l'ONU qui visaient uniquement les programmes nucléaires et de missiles de Pyongyang, cette dernière résolution vise de façon plus large à paralyser économiquement les entreprises nord-coréennes. Elle met fin à l'exportation nord-coréenne du charbon, du fer, du plomb et de fruits de mer. Selon les estimations, cela réduirait le montant des recettes d'exportation d'environ 1 milliard de dollars, soit un tiers du total.

La résolution interdit également aux pays étrangers de recruter de nouveaux travailleurs nord-coréens et la création de nouvelles entreprises conjointes avec la Corée du Nord ainsi que de nouveaux investissements dans les partenariats existants. Elle allonge la liste noire de l'ONU en y inscrivant neuf personnes et quatre entités commerciales qui sont soumises à une interdiction de voyage et au gel de leurs avoirs. Cela inclut la Banque du commerce extérieur de la Corée du Nord qui opère comme la principale banque de change du pays.

L'ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU, Nikki Haley, a dit crânement que la résolution imposait « une série de sanctions les plus restrictives prononcées contre un pays depuis une génération », en confiant plus tard à Fox News « au fond nous leur avons donné un coup dans le bide [...] qu'ils vont ressentir immédiatement. »

Prenant la parole devant l'ONU, Haley a félicité la Chine d'avoir appuyé la résolution tout en prévenant : « Nous ne devrions pas nous leurrer en pensant avoir résolu le problème. Loin de là. La menace nord-coréenne n'a pas disparue ; sa dangerosité s'accroît de plus en plus vite. D'autres mesures sont nécessaires. »

Les États-Unis ont considérablement intensifié la pression sur la Chine suite au lancement le 28 juillet par la Corée d'un missile balistique à longue portée potentiellement susceptible d'atteindre le continent américain. Le président Trump a accusé Pékin de ne « rien faire pour nous face à la Corée du Nord » en avertissant que « nous ne permettrons pas que cela se poursuive. »

Le Pentagone a procédé à une démonstration de force militaire après l'autre - des exercices

de tir communs avec la Corée du Sud, dont des tirs de missiles en mer, furent suivis par l'envoi de deux bombardiers stratégiques B1 sur la péninsule coréenne. Mercredi dernier, les États-Unis ont testé leur propre missile balistique intercontinental (ICBM) au-dessus du Pacifique, leur quatrième tir d'essai cette année.

La menace de guerre américaine aux portes de la Chine a été aggravée par des fuites la semaine dernière selon lesquelles le gouvernement Trump préparait des [mesures de guerre commerciale](#) à l'encontre de la Chine au sujet de la question des droits de propriété intellectuelle. Les sanctions commerciales américaines à l'encontre de la Chine semblent avoir été mises de côté.

Trump qui est actuellement en vacances, a fait part sur *Twitter* de son approbation de la résolution de l'ONU en déclarant que les sanctions auront un « énorme impact financier » sur la Corée du Nord. Il a également loué la Chine et la Russie pour avoir soutenu les nouvelles sanctions.

Pékin, cependant, continue de faire avancer sa propre proposition de reprise des pourparlers avec la Corée du Nord - un arrêt des essais nucléaires et antimissiles de Pyongyang et, en retour, un gel par les États-Unis et la Corée du Sud de leurs principaux exercices militaires conjoints. Washington a rejeté à plusieurs reprises toute interruption de ces manœuvres qui équivalent à une répétition générale en vue d'une guerre avec la Corée du Nord.

L'ambassadeur de Chine auprès de l'ONU, Liu Jieyi, a également réaffirmé l'opposition de Pékin au déploiement américain en Corée du Sud du système de défense antimissile à haute altitude THAAD (*Terminal High Altitude Area Defense*). Bien qu'il soit en fait dirigé contre la Corée du Nord, le système THAAD permet à l'armée américaine d'explorer profondément le territoire chinois. Washington a exclu toute suspension du déploiement.

Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang a rencontré au cours du week-end à Manille son homologue nord-coréen, Ri Wong-ho, au Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Il a déclaré aux médias avoir prévenu Pyongyang de « Ne pas violer la décision de l'ONU ou de narguer la bonne volonté de la communauté internationale en procédant à des lancements de missiles ou à des essais nucléaires. »

Wang a toutefois également exhorté « d'autres partis tels les États-Unis et la Corée du Sud à cesser d'accroître les tensions. » Il a déclaré que les sanctions n'étaient pas une fin en soi en soulignant que « l'objectif est de remettre sur la table de négociation la question nucléaire de la péninsule coréenne et de trouver une solution finale par voie de négociation. »

Sur l'insistance de Pékin, la résolution de l'ONU demande à tous les partis de reprendre les pourparlers à six avec les États-Unis, la Chine, les deux Corées, le Japon et la Russie. Mais, ces négociations sont mortes et enterrées depuis que le président américain Bush a torpillé un accord en 2007 pour que la Corée du Nord se défasse de ses armes nucléaires en exigeant des inspections et des garanties additionnelles. Le gouvernement Obama n'a jamais réclamé la reprise des pourparlers à six parrainés par la Chine.

La semaine passée, le secrétaire d'État américain Rex Tillerson avait suggéré que les États-Unis pourraient être en position de négocier avec la Corée du Nord. « Nous n'aspérons pas à un changement de régime, nous n'aspérons pas à l'effondrement du régime [Pyongyang],

nous n'aspérons pas à une réunification accélérée de la péninsule, nous ne cherchons pas un prétexte pour envoyer notre armée au nord du 38^e parallèle [ligne de démarcation entre les deux Corées] », a-t-il déclaré aux journalistes.

Parallèlement, Tillerson a clairement fait comprendre que des discussions ne seraient possibles que si la Corée du Nord était prête à renoncer à ses armes nucléaires. Les négociations, a-t-il dit, ne pourraient « avoir lieu qu'avec une dénucléarisation, en renonçant à leurs armes de destruction massive » et, « alors seulement, serons-nous prêts à entamer des pourparlers avec eux. »

Tillerson, qui se trouve également à Manille, a rencontré Wang, ainsi que les ministres des Affaires étrangères sud-coréens et japonais. Mais, aucun entretien officiel n'eut lieu entre les représentants américains et nord-coréens lors du sommet de l'ASEAN. En effet, les États-Unis n'ont pas réussi à empêcher l'adhésion de la Corée du Nord au forum.

De ce fait, la perspective des pourparlers est mince. La Corée du Nord s'est déclarée être un État nucléaire en insistant sur le fait qu'elle continuera à fabriquer des armes nucléaires. Un commentaire paru dans l'organe officiel *Rodong Sinmun* a averti les États-Unis de cesser sa « politique hostile » et a menacé d'engouffrer le continent américain dans « une mer de feu inconcevable » s'ils attaquent le pays.

De telles menaces belliqueuses et creuses font directement le jeu de Washington au moment où les États-Unis exploitent la crise dans la péninsule coréenne pour accélérer leur renforcement militaire en Asie-Pacifique qui ne vise pas en premier lieu la Corée du Nord, mais la Chine, que les États-Unis considèrent comme le principal obstacle à leur domination régionale et mondiale.

Dans une interview publiée hier par MSNBC, le conseiller à la sécurité nationale de Trump, le général H.R. McMaster, a déclaré qu'il était « impossible d'exagérer le danger » posé par la Corée du Nord en déclarant une fois de plus que toutes les options, y compris les frappes militaires, étaient sur la table. Il a reconnu qu'il « s'agirait d'une guerre très coûteuse... [en] termes de souffrance, principalement du peuple sud-coréen », il n'a pas dénoncé la menace et indiqué que le président américain avait été « parfaitement informé ».

Peter Symonds

Article original, WSWS, paru le 7 août 2017

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)
Copyright © [Peter Symonds](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2017

Articles Par : [Peter Symonds](http://www.wsws.org)

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca